

La classification des obligations

L'obligation représente un lien de droit entre deux ou plusieurs personnes en vertu duquel l'une des parties, le créancier peut contraindre l'autre, le débiteur, à exécuter une prestation (donner, faire ou ne pas faire quelque chose). Les contrats sont la source la plus fréquente des obligations. On parlera ici d'obligations contractuelles. Mais, les obligations peuvent également naître de faits juridiques. Il s'agit ici d'obligations délictuelles. Le lien de droit qui unit deux personnes à la suite de la mise en oeuvre d'une obligation contractuelle ou délictuelle constitue une obligation. La classification des obligations peut alors se répartir en trois grandes parties: selon leur source, selon leur objet, et enfin selon leur nature. Nous verrons successivement dans l'ordre ces différentes classifications dans des grandes parties.

I. La classification selon leur source

On appelle source d'une obligation la raison pour laquelle le débiteur est engagé vis-à-vis du créancier. A partir de ce critère, on distingue trois catégories d'obligations:

- *Les obligations contractuelles*: Elles naissent de la volonté des parties, donc d'un acte juridique qui est une manifestation de volonté ayant pour effet des conséquences juridiques voulues (ex: dans le contrat de vente, l'acheteur et le vendeur se sont mis d'accord, le premier pour payer le prix, et le second pour livrer la chose).
- *Les obligations délictuelles ou quasi-délictuelles*: Elles naissent des faits juridiques qui sont des événements volontaires ou non qui entraînent des conséquences juridiques non voulues. Si l'évènement est volontaire, c'est un délit, cas du vol qui engendre un dommage. Mais si l'évènement est du à la négligence ou à l'imprudence, il s'agit d'un quasi-délit, un accident par exemple. En vertu de l'article 1382 du Code Civil, l'auteur d'un délit ou d'un quasi-délit a toujours l'obligation de réparer le dommage qu'il a causé.
- *Les obligations légales*: Elles sont indépendantes de la volonté, elles s'imposent aux parties par la seule volonté du législateur; l'exemple des obligations envers l'Etat (payer ses impôts).

II. La classification selon leur objet

On appelle objet la prestation qui est due par le débiteur. Le Code Civil distingue trois types d'obligations: article 1136 à 1145, et elle apparaît à plusieurs reprises notamment dans les articles 1101 et 1126.

- *L'obligation de donner*: Le débiteur est tenu de transférer la propriété d'un bien au créancier, de payer la somme d'argent. L'obligation de livrer, par exemple, constitue une

obligation de donner.

- *L'obligation de faire*: Le débiteur s'engage à accomplir une prestation au profit du créancier. Les obligations de faire sont très nombreuses en raison de la multiplication des prestations de service. L'obligation de travailler constitue, par exemple, une obligation de faire pour le salarié dans le cadre de l'exécution d'un contrat de travail. Il en va de même de l'obligation du mandataire envers son mandant. Le contrat de vente de biens ou de services implique, naturellement, la naissance d'obligations qui sont des obligations dites « de faire ».
- *L'obligation de ne pas faire*: Le débiteur a promis une abstention: il s'est engagé à ne pas accomplir certains actes. Par exemple, lorsqu'un salarié signe une clause de non-concurrence par laquelle il s'engage, en cas de démission ou de licenciement, à ne pas travailler pour le compte d'une entreprise concurrente, il se trouve lié par une obligation « de ne pas faire ». Il en va de même pour le vendeur du fonds de commerce qui s'engage à ne pas se réinstaller à proximité.

III. La classification selon leur nature

L'effet de l'obligation, c'est le résultat que l'on attend de la prestation promise. C'est la jurisprudence qui opère cette classification: elle distingue deux catégories d'obligations:

- *L'obligation de moyens*: elle se définit comme l'obligation en vertu de laquelle un débiteur n'est pas tenu d'un résultat précis. Par exemple, le médecin s'engage seulement à tout mettre en oeuvre pour obtenir la guérison du malade sans garantir cette dernière. Le créancier d'une telle obligation ne peut mettre en jeu la responsabilité de son débiteur que s'il prouve que ce dernier a commis une faute, et n'a pas utilisé tous les moyens qui étaient à sa disposition. Dans cet exemple, c'est donc au malade de prouver la responsabilité du médecin dans le cas de la mise en jeu de sa responsabilité médicale.
- *L'obligation de résultat*: c'est une obligation en vertu de laquelle le débiteur est tenu d'atteindre un résultat précis. Ainsi, le transporteur de personnes s'engage envers le voyageur à le déplacer d'un endroit à un autre. L'existence d'une telle obligation permet au créancier de mettre en jeu la responsabilité de son débiteur par la simple constatation que le résultat promis n'a pas été atteint, sans avoir à prouver une faute. L'intérêt de la distinction entre obligation de moyen et obligation de résultat réside dans la charge de la preuve. Dans le premier cas (obligation de moyen) c'est au créancier de l'obligation en question (obligation de soins par exemple) de prouver la faute du débiteur. Dans le second cas (obligation de résultat) c'est au débiteur d'apporter les preuves qui permettront de s'exonérer de sa responsabilité. Parfois, la nature de l'obligation mise en oeuvre dans telle ou tel contrat n'est pas discutable, il n'en est pas de même dans tous les cas. C'est donc au juge qu'il appartient dans le cadre de son pouvoir souverain d'appréciation de décider de la nature de l'obligation dont il s'agit de moyen ou de résultat.